



REPORTAGE



Mémoire des victimes du génocide juif

Une conférence sur l'intolérance, la haine et la violence a marqué la célébration au Togo

Dans le cadre de la commémoration de la journée du 27 janvier dédiée à la mémoire des victimes du génocide juif, le Centre d'information des Nations unies (Cinu-Togo) a organisé une conférence à l'Université de Lomé. Les échanges ont porté sur la thématique : "tirons ...

PAGE 11

SPORTS



Togo/D1 Lonato

L'AS OTR convainc, Sara FC inquiète

Le championnat togolais de la première division de football a repris ses droits le weekend dernier après un mois de trêve avec la fenêtre ouverte sur le mercato. L'AS OTR a réussi la reprise de la D1 Lonato 2022/23 avec un succès (3-1) sur Sara FC, lors de la 18e journée disputée samedi...

PAGE 10

TRIBUNE

Un an de guerre contre l'Ukraine

Agir ensemble pour faire prévaloir le droit international

Le 24 février 2022 restera à jamais dans les mémoires ...

PAGE 11

Concertation Etat-secteur privé

Le gouvernement va poursuivre l'appui aux PME/PMI

La première session du Conseil de concertation entre l'Etat et le secteur privé au titre de l'année 2023 s'est tenue le 23 février dernier à Lomé. La rencontre présidée par le Premier ministre, Victoire Tomégah-Dogbé s'est tenue autour du thème: « dynamique des investissements privés et le financement ...



PAGE 5



FoPAT Central 2023

L'engagement du président pour une agriculture créatrice de richesses

Le Forum des producteurs agricoles du Togo (FoPAT), phase de la région Centrale a pris fin le samedi 25 février 2023 avec comme d'habitude la présence du chef de l'Etat Faure Gnassingbé. Le président de la République a reçu un accueil des grands jours de la part des populations de Tchaoudjo en particulier et de la région Centrale en général.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Vers une réglementation sur l'ouverture des crèches et garderies

Au Togo, l'accueil des enfants dans les structures de crèche et de garderie va bientôt faire l'objet d'un meilleur encadrement.

Des initiatives ont été lancées en ce sens par le ministère de l'Action sociale, de la Promotion de la femme et de l'alphabétisation.

La première mouture de cette future réglementation, présentée la semaine dernière en Conseil des ministres, met surtout l'accent sur le respect de certains standards et normes par les structures, et la nécessité de veiller au développement des petits enfants ainsi que leur bien-être.

A ce jour, 28 crèches et garderies sont officiellement dénombrées sur le territoire national.

Source : republiquetogolaise.com

Relations OEACP-UE

Le Togo participe à la session extraordinaire de l'Assemblée parlementaire

Une délégation togolaise composée du ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et des Togolais de l'extérieur, le professeur Robert Dussey ; et de Parlementaires a pris part le samedi 25 février 2023 à Bruxelles (Belgique) à la session extraordinaire de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation ...



PAGE 3



SOMMAIRE

Tunisie
L'Union africaine réagit aux propos « déplacés » du président Kais Saïed



P 4

Togo/Mercato
Sewonou Koidjo Eli chez les précepteurs d'impôts



P 10

Mémoire des victimes du génocide juif
Une conférence sur l'intolérance, la haine et la violence a marqué la célébration au Togo



P 11

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

«Je n'ai pas beaucoup patienté avant d'obtenir la première tranche du crédit AJSEF »

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique "Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI", votre Journal Togo Matin vous conduit à Lomé, dans la Région Maritime pour partager avec vous, les témoignages de Madame SEKPLA Abla, bénéficiaire du Produit "Accès des Jeunes aux Services Financiers" (AJSEF) du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI). Reportage...

Lomé, quartier Togo 2000, sur la nouvelle voie principale qui mène à l'Aéroport International Gnassingbé Eyadema de Lomé, nous nous rendons dans un atelier de couture pour y rencontrer la patronne des lieux. Très jeune, moins de la trentaine, SEKPLA Abla, fait partie des jeunes artisans qui ont très tôt mis les chances de leurs côtés afin de bien entreprendre dans la vie. Un atelier assez simple, avec une machine à coudre et une machine à surfiler, Abla s'emploie depuis bientôt trois ans à accomplir avec joie et bonne humeur les tâches que lui confient ses clientes. " Depuis toujours, j'ai toujours rêvé d'apprendre le métier de couture. J'aime bien ce métier, dessiner des modèles et donner corps à des tissus ou à des pagnes afin qu'ils reflètent les désirs de mes clientes, pour moi c'est quelque chose de très sensationnel. J'ai

donc appris le métier chez une professionnelle ici à Lomé pendant trois bonnes années. Après l'obtention de mon diplôme, il me fallait nécessairement ouvrir un atelier afin de pouvoir y mener tranquillement mes activités. J'avais donc besoin d'un appui financier". Des microcrédits que le FNFI à travers ses 26 Prestataires de Services Financiers (Institutions de Microfinance) octroie aux personnes qui en font la demande dans l'optique de les aider à démarrer ou consolider l'exercice d'une petite activité génératrice de revenus, notre interlocutrice a trouvé le créneau idéal pour se lancer dans son business. Sans hésiter et sans perdre le temps, elle se rend auprès d'une Institution de Microfinance partenaire pour se renseigner davantage sur les différents produits qu'offre le FNFI. " Je me suis rendu auprès



Madame SEKPLA Abla

de ECHOPPE Togo car c'est une institution dont j'entends beaucoup parler dans le partenariat avec le FNFI et bon nombre de groupements de femmes disent du bien de cette institution. Une fois arrivé, j'ai été renseigné sur les différentes possibilités que j'avais d'obtenir un microcrédit. Quand je leur ai dit que j'étais couturière et que j'avais besoin d'un coup de main pour pouvoir ouvrir mon atelier, ils m'ont tout de suite indiqué que le crédit AJSEF est le crédit qui est dédié aux artisans. Il me revenait alors pour pouvoir avoir ce microcrédit de me constituer en groupe solidaire avec d'autres personnes dans le besoin, des personnes que je connais très bien et dont les capacités de remboursements des crédits sont avérées.

Fort heureusement dans mon quartier, je connaissais beaucoup de mes camarades qui étaient dans le même cas que moi et en attente d'obtenir un microcrédit pour aller de l'avant. C'est donc naturellement que mes amies et moi nous sommes constituées en groupe solidaire et nous sommes repartis voir ECHOPPE TOGO. Cette dernière nous a ensuite mis en relation avec un Prestataire de Service Technique qui a renforcé nos capacités en gestion de crédit. La formation a duré trois jours et a été très bénéfique pour nous."

Après avoir franchi avec succès toutes les étapes pré-déblocage de crédit, notre interlocutrice est plus que sûre désormais que le microcrédit

AJSEF lui permettra de prendre son destin en main avec l'ouverture de son atelier de couture. Un atelier qu'elle a rêvé pendant des années d'ouvrir afin de mettre son savoir-faire et talent en œuvre.

"Je n'ai pas beaucoup patienté avant d'obtenir la première tranche de crédit AJSEF. J'ai obtenu auprès de ECHOPPE Togo la somme de 300.000 FCFA. Avec cette somme, je me suis doté de ce petit kiosque et j'ai acheté deux machines, dont l'une à coudre et l'autre à surfiler. Le reste des ressources m'a permis d'acheter une petite table. Je me suis alors mis très vite au travail et j'ai commencé à recevoir quelques clientes, vu que je suis dans un quartier bien populaire et animé. Comme vous pouvez le constater aujourd'hui je m'en sors très bien avec mes clientes que je fidélise progressivement. Je me suis bien organisée également pour le remboursement. A chaque recette que j'enregistre, je dégage une petite marge que je mets de côté pour pouvoir honorer mes engagements vis-à-vis du remboursements le moment venu. Je suis pratiquement à la fin du remboursement du premier cycle de crédit et je compte aussitôt faire la demande pour pouvoir bénéficier du second cycle. Ce dernier me servira à agrandir un tout petit peu mon atelier."

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari
Responsable web:
Carlos Amevor
Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Félix Tagba
Edodji Nadia
Attipoe Edem Kodjo
Responsable administrative:
Gloria Lema Yagla
Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 97 10 01 00 / 90 03 46 92

Graphiste:
Eros Dagoudi
Imprimerie: Direct Print
Distribution: TogoMatin
Tirage: (2000 exemplaires)

Relations OEACP-UE

Le Togo participe à la session extraordinaire de l'Assemblée parlementaire

Une délégation togolaise composée du ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et des Togolais de l'extérieur, le professeur Robert Dussey ; et de Parlementaires a pris part le samedi 25 février 2023 à Bruxelles (Belgique) à la session extraordinaire de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) avec les Etats membres de l'Union européenne, sur le nouvel accord de partenariat intervenu entre les deux entités.

Lors de cette session, le chef de la diplomatie togolaise, négociateur en chef des OEACP, a présenté le nouvel accord post-Cotonou, en insistant sur ses principaux enjeux. L'accord est constitué d'un socle commun, qui expose les valeurs et les principes qui unissent les partenaires et précise les domaines stratégiques prioritaires au sein desquels les deux parties ont l'intention de collaborer.

Selon l'honorable Abira Bonfoh qui fait partie de la délégation, « les domaines stratégiques prioritaires sur lesquels est fondé l'accord sont : les droits

de l'Homme, la démocratie et la gouvernance, la paix et la sécurité, le développement humain et social, la durabilité environnementale et les changements climatiques, la croissance et le développement économique durable inclusif, la migration et la mobilité ».

L'accord associe ce socle commun à trois protocoles régionaux spécifiques axés sur l'action (Afrique, Caraïbes, Pacifique), l'accent étant mis sur les besoins de chaque région. Une gouvernance spécifique propre aux protocoles régionaux sera

appliquée pour gérer et piloter les relations avec l'UE et les différentes régions concernées, notamment par l'intermédiaire d'Assemblées parlementaires régionales.

de nouveaux objectifs dans un monde qui a profondément changé et est en constante mutation », a expliqué le professeur Robert Dussey. « J'ai été heureux

« A la suite de la présentation du nouvel accord, les parlementaires ont eu des échanges pour clarifier des préoccupations relatives aux insuffisances de cet accord, notamment



La délégation togolaise à Bruxelles

Il y aura également un cadre global commun UE-OEACP, avec une forte dimension parlementaire.

« Le nouvel accord incarne les ambitions des deux parties de renouveler les modalités de leur coopération et de repositionner leur partenariat pour l'axer sur

de retrouver les parlementaires togolais lors de la présentation de mon rapport en tant que chef négociateur sur le nouvel accord post-Cotonou. Félicitations à la délégation togolaise pour sa précieuse contribution », a écrit le ministre togolais.

l'éclatement du bloc ACP en petites entités régionales. Il s'est aussi agi de clarifier des préoccupations relatives aux droits de l'Homme et à la gouvernance en lien avec l'aide au développement et le genre », a ajouté l'honorable Abira Bonfoh.

E. Dadzie

FoPAT Central 2023

L'engagement du président pour une agriculture créatrice de richesses

Le Forum des producteurs agricoles du Togo (FoPAT), phase de la région Centrale a pris fin le samedi 25 février 2023 avec la présence du chef de l'Etat Faure Gnassingbé. Le président de la République a reçu un accueil des grands jours de la part des populations de Tchaoudjo en particulier et de la région Centrale en général.

« J'ai été agréablement touché par la chaleur de l'accueil réservé à ma délégation et à moi-même à Sokodé ce jour, par les populations de la région Centrale. Cette ferveur et cet enthousiasme ont également marqué les travaux de clôture du FoPAT Centrale, qui nous ont permis d'évoquer les perspectives d'une transformation de l'agriculture, sur la voie de la souveraineté alimentaire et de la création de richesses », a précisé Faure Gnassingbé. Cette transformation de l'agriculture que le chef de l'Etat souhaite de toutes ses forces, requiert certains préalables.

« Quand nous parlons de la transformation de

l'agriculture, nous avons besoin d'équipements. Cela doit se répercuter sur toutes les chaînes. Le gouvernement a déjà un projet d'installation des centres de mécanisation au niveau de chaque région. Nous avons donc souhaité qu'à la mise en place de ces centres, l'action soit facile », a déclaré un participant.

Le président de la République a tenu un dialogue direct et franc avec les producteurs qui sont appelés à devenir de vrais entrepreneurs agricoles. La vision de Faure Gnassingbé pour l'agriculture togolaise est de produire suffisamment pour réduire la dépendance de notre pays vis-à-vis de l'extérieur. C'est ce que l'on

appelle la souveraineté alimentaire.

Pour le chef de l'Etat, « nos terres sont assez riches pour qu'on puisse les exploiter et en tirer des profits ». « Il ne s'agit pas de donner de l'argent à une personne, mais, il faut lui apprendre les stratégies à adopter pour devenir riche », a lancé le président à l'endroit des participants au FoPAT



Faure Gnassingbé accueilli par une foule en liesse à Sokodé

Central 2023.

« Nous avons trouvé satisfaction à plusieurs de nos préoccupations, notamment la lourdeur administrative dans l'acquisition de l'engrais. Le chef de l'Etat à l'instant même a trouvé une solution pour nous », a indiqué un producteur. « Le chef de l'Etat et le ministre des Finances

ont eu à nous informer qu'ils tiennent des réunions chaque trois mois avec les institutions financières afin qu'elles puissent faire face efficacement au monde agricole », a affirmé un autre producteur.

« Le président a promis de nous faciliter la tâche dans la recherche du crédit. Nous sommes satisfaits parce qu'il était là en personne pour

nous parler directement », a révélé un troisième. Les producteurs agricoles de la région Centrale ont soumis plusieurs doléances au président de la République et à ses collaborateurs, et espèrent trouver des solutions durables.

Actuellement, tout le pays fait face à la menace terroriste. La région

Centrale est celle qui fait la jonction entre le Nord et le Sud du pays. Elle est ainsi au carrefour de tous les défis notamment sécuritaires. Comme dans toutes les autres régions où il est déjà passé, le chef de l'Etat a rencontré les gardiens des us et coutumes de la région Centrale pour échanger autour des problèmes de l'agriculture, mais aussi, sur l'épineuse question sécuritaire.

Il en ressort qu'il faut permettre à chaque Togolais de se soigner dignement, mettre à la disposition de chaque localité de l'eau potable, de l'énergie, des écoles, etc... pour mettre les jeunes à l'abri du radicalisme. « Nous serons aux côtés du chef de l'Etat et du gouvernement pour éradiquer l'extrémisme violent. Il attend des propositions concrètes de la part des chefs traditionnels à soumettre au gouvernement », a indiqué un chef.

« Nous retournerons à la base ensemble, faire ce que nos ancêtres ont fait pour préserver la paix », a promis un autre chef.

Edem Dadzie

Nigéria / Election présidentielle

Vers un second tour historique ?

Personne ne s'attendait à cet « outsider », qui n'en est pas un, en réalité. Ancien colistier de l'opposant Atiku Abubakar du PDP, Peter Obi (60 ans) vient bousculer les données et réaliser une prouesse « historique », au fil du décompte des voix de la présidentielle du 25 février 2023 dernier.

Plus de 90 millions d'électeurs étaient appelés à choisir, dans plus de 175 000 bureaux de vote, l'homme qui aura la lourde tâche pendant quatre ans, de redresser le pays le plus peuplé d'Afrique, plombé par une économie en berne, les violences récurrentes de groupes armés et de bandits, et l'appauvrissement généralisé de la population.

18 candidats étaient en lice. Mais aucun d'entre eux n'a proposé, durant la campagne, des solutions concrètes et durables pour lutter contre les fléaux qui affaiblissent les capacités de développement du pays le plus peuplé d'Afrique. Au soir du 25 février 2023, plusieurs incidents et dysfonctionnements ont été relevés, malgré un climat globalement serein, dans les villes de Lagos, de Kogi où des urnes ont été détruites

et des tirs échangés avec les forces de sécurité. Le vote s'est poursuivi, selon les confrères de Rfi, dans 141 bureaux de l'État de Bayelsa, où les violences ont entravé le processus samedi.

Mais au-delà des violences et des couacs notés dans la logistique de cette élection, il y a le phénomène de l'abstention qui mérite une attention particulière. Dans ce pays, l'abstention progresse à chaque présidentielle depuis le retour des civils au pouvoir en 1999. Le taux de participation avait ainsi été de près de 35% en 2019 contre 69% en 2003 ou encore 54% en 2011. Qu'en sera-t-il pour 2023, alors que 40% des inscrits ont entre 18 et 34 ans ?

Une chose est sûre, et au regard de la percée du candidat Peter Obi, dont les tendances le mettent en ballottage déjà avec

le candidat Bola Ahmed Tinubu de l'APC, le Nigeria pourrait connaître un scrutin à deux tours. Jamais une élection de ce type n'a semblé à la fois si ouverte et si imprévisible dans le pays. La candidature de Peter Obi va ainsi dynamiser le jeu politique.



Il ne faut cependant pas se bercer d'illusions. Peter Obi a plus de 60 ans et n'est nullement un outsider. Au contraire, il est un pur produit du sérail. Ancien gouverneur de l'État d'Anambra, il fut le colistier d'Atiku Abubakar lors de la

précédente présidentielle, en 2019. S'il se présente aujourd'hui, ce n'est pas pour révolutionner le Nigeria, mais en grande partie par dépit, parce qu'il n'est pas parvenu à être investi candidat lors des primaires du PDP, en 2022. Il y a d'ailleurs fort à parier qu'il négociera très cher son ralliement dans l'éventualité d'un second tour.

crise économique.

Fermeture unilatérale de ses frontières entre août 2019 et décembre 2020, restriction des importations de plusieurs produits alimentaires de base : les dernières années ont été marquées par plusieurs mesures controversées. Sur le plan sécuritaire, le gap est encore grand et les défis restent entiers.

Les résultats devraient être publiés dans les 14 jours qui suivent la fin du scrutin. Pour être élu au 1er tour, le candidat devrait recueillir 25% de voix dans les 2/3 des Etats que compte la fédération du Nigéria.

T.M.

Tunisie

L'Union africaine réagit aux propos « déplacés » du président Kais Saïed

L'Union africaine a condamné les propos de président tunisien sur les migrants originaires d'Afrique subsaharienne et appelé ses états membres à « s'abstenir de tout discours haineux à caractère raciste ».

Kais Saïed avait provoqué la stupeur le 21 février en prônant des « mesures urgentes » contre l'immigration clandestine des ressortissants de pays d'Afrique subsaharienne, affirmant que leur présence en Tunisie était source de « violence, de crimes et d'actes inacceptables »..., des propos dénoncés par des ONG.

Lors d'une réunion, le président tunisien avait aussi tenu des propos très durs sur l'arrivée de « hordes de migrants clandestins » et insisté sur « la nécessité de mettre rapidement fin » à cette immigration. Il avait en outre soutenu que cette

l'orée de ce siècle pour changer la composition démographique de la Tunisie », afin de la transformer en un pays « africain seulement » et estomper son caractère « arabo-musulman ».

Dans un communiqué vendredi, le président de la commission de l'Union africaine, Moussa Faki

les autorités tunisiennes contre des compatriotes Africains, qui vont à l'encontre de la lettre et de l'esprit de notre Organisation et de nos principes fondateurs ».

Il « rappelle à tous les pays, en particulier aux États membres de l'Union africaine, qu'ils doivent honorer les obligations qui

migrants avec dignité, d'où qu'ils viennent, s'abstenir de tout discours haineux à caractère raciste, susceptible de nuire aux personnes, et accorder la priorité à leur sécurité et à leurs droits fondamentaux ».

Le discours de Kais Saïed, qui concentre tous les pouvoirs après avoir suspendu en juillet 2021 le Parlement et limogé le gouvernement, survient alors que le pays traverse une grave crise économique marquée par des pénuries récurrentes de produits de base, sur fond de tensions politiques.

Selon des chiffres officiels cités par le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES), la Tunisie compte plus de 21 000 ressortissants de pays d'Afrique subsaharienne, en majorité en situation irrégulière.

Jeune Afrique



immigration clandestine relevait d'une « entreprise criminelle ourdie à

Mahamat, « condamne fermement les déclarations choquantes faites par

leur incombent en vertu du droit international (...), à savoir traiter tous les

Concertation Etat-secteur privé Le gouvernement va poursuivre l'appui aux PME/PMI

La première session du Conseil de concertation entre l'Etat et le secteur privé au titre de l'année 2023 s'est tenue le 23 février dernier à Lomé. La rencontre présidée par le Premier ministre, Victoire Tomégah-Dogbé s'est tenue autour du thème: « dynamique des investissements privés et le financement des PME/PMI ».

Le gouvernement au cours de cette rencontre a recueilli les avis des acteurs du secteur privé par rapport aux mécanismes instaurés pour stimuler les investissements et leurs suggestions pour un secteur privé créateur de richesses pour le développement du pays.

Les participants à cette rencontre sont également revenus sur les différentes crises qui frappent le monde, notamment la guerre en Ukraine et la Covid-19. L'objectif est d'identifier les mesures pour venir à bout de ces phénomènes qui fragilisent la croissance économique. « Nous avons pris les trois dernières années (2019, 2020 et 2021) et nous avons constaté qu'il y a eu un léger

fléchissement en 2020 justifié par la COVID-19 avec des replis en termes de stratégies d'investissement des grandes sociétés, puis la tendance est repartie à la hausse en 2021. Ce qui nous a permis de confirmer la résilience du secteur privé et traduit une stabilité économique », a précisé Rose Kayi Mivédor, ministre de la Promotion de l'investissement.

Les opérateurs économiques restent confiants malgré ces événements. D'autres opportunités comme la Zone de libre-échange continental africaine (Zlecaf) s'offrent à eux. Ainsi, ils peuvent accéder à un marché d'un milliard de habitants. Avec plus de 350 millions d'habitants, la Communauté économique



Victoire Tomégah-Dogbé

des États de l'Afrique de l'ouest (Cedeao) reste aussi un potentiel à exploiter.

Au Togo, le gouvernement a mis en place l'Agence de promotion des investissements et de la zone franche (APIZF) qui met en œuvre le code des investissements, le statut de la zone franche industrielle et tout autre régime économique spécial. Au cours des trois dernières années, 121 projets ont été soumis au comité d'agrément, avec des prévisions d'investissement de plus

800 milliards de FCFA. « Il nous appartient de suivre ces projets pour qu'ils deviennent concrets. L'intéressant, c'est que sur les 121 projets, nous avons six opérationnels avec des emplois effectifs directs pour 200 milliards et contribuent à la vision du chef de l'Etat de pouvoir encourager le secteur privé et d'en faire un partenaire stratégique », a précisé Rose Kayi Mivédor. Pour la cheffe du gouvernement, il est primordial de renforcer les capacités des Petites et moyennes entreprises, «

notamment celles qui sont créées par les jeunes pour les aider à mieux structurer leur projet, afin d'accéder au financement viable et adapté à leurs besoins de croissance, car si ces entreprises prospèrent, c'est le Togo qui prospère ».

Victoire Tomégah-Dogbé a de nouveau réaffirmé la volonté du pays à poursuivre les actions pour créer d'autres cadres attractifs aux investissements dans les secteurs porteurs de l'économie nationale.

Félix Tagba

Transparence et bonne gouvernance / Déclaration des biens et avoirs

Le médiateur de la République a échangé avec le gouvernement

Le médiateur de la République poursuit ses séances d'échanges avec les différentes entités assujetties à la déclaration des biens. La délégation a échangé avec les membres du gouvernement ce mardi 21 février 2023 au cours d'une réunion présidée par Mme le Premier ministre, Victoire Tomégah-Dogbé à la primature.

La rencontre a permis au médiateur de la République, Mme Awa Nana-Daboya d'informer et de sensibiliser les membres du gouvernement sur les modalités de déclaration des biens et avoirs.

« Nous venons de rencontrer tous les ministres et faire ce que nous appelons le séminaire gouvernemental. On a échangé autour de ce mécanisme de gouvernance économique dont l'État s'est doté. C'est le lieu de rendre encore un hommage mérité au chef de l'Etat pour sa vision de dirigeant éclairé. Il a voulu ce mécanisme dans le but de promouvoir la transparence, de promouvoir la gouvernance économique. », a déclaré

Mme Awa Nana-Daboya.

Pour le médiateur de la République, « la loi et la Constitution ont listé deux catégories d'assujettis : les hautes personnalités prévues par l'article 145 de la Constitution. Eux, ils sont ce qu'on appelle les assujettis de première catégorie qui doivent déclarer des biens qui sont supérieurs à 50 millions de FCFA en ce qui concerne les biens immeubles et ceux qui sont supérieurs à 20 millions en ce qui concerne leurs biens meubles.

La deuxième catégorie, ceux qu'on appelle les hauts fonctionnaires, les députés, les partis politiques et tous ceux qui sont prévus par la loi. Ils doivent déclarer

les biens qui sont entre 20 millions pour les biens immeubles et deux millions pour les biens meubles.

« Dès le 1er mars, nous

d'être informé. Et ainsi de suite. C'est au rythme de notre calendrier que nous invitons, parce que c'est le médiateur qui invite telle catégorie, tel assujetti à

Cette campagne nationale d'information et de sensibilisation sur la déclaration des biens et avoirs a été lancée le 31



Vue partielle des participants

commençons avec le gouvernement qui vient venir faire sa déclaration», janvier 2023. a-t-elle renchéri.

La rédaction

Togo / FoPat

L'agriculture au tournant de la stratégie, une affaire d'État

L'ambition du Togo est de réaliser « une agriculture productive, à haute valeur ajoutée, moteur de croissance et de création de richesse pour les agriculteurs » telle que définie dans la feuille de route gouvernementale Togo 2025. Pour semer la graine de la réussite agricole au sein des acteurs, le président togolais, Faure Gnassingbé, a initié le Forum des producteurs agricoles du Togo (FoPat). La région Centrale a abrité le FoPat, du 23 au 25 février 2023, après les régions des Savanes, Maritime et Plateaux. Faure Gnassingbé a présidé la clôture ce 25 février 2023 à Sokodé.



Faure Gnassingbé lors du FoPat

Placé sous le thème national « transformation structurelle de l'agriculture togolaise : défis et perspectives », le FoPat est un cadre d'échanges et d'écoute des acteurs agricoles sur la stratégie gouvernementale. A chaque étape, le président de la République togolaise a échangé avec les acteurs agricoles sur la stratégie gouvernementale.

La transformation agricole dans les priorités

La politique de développement agricole du Togo met l'accent sur l'amélioration des techniques culturales, l'introduction de nouvelles technologies visant l'intensification agricole et, au-delà, la diversification des cultures. A côté, la transformation locale

demeure un enjeu, raison de l'axe 2 du Plan national de développement (PND) qui entend développer des agropoles. Quatre principales mesures ont été élaborées pour la transformation de l'agriculture togolaise.

La transformation agricole devient une cause nationale. Des initiatives seront prises dans chaque commune pour la création des unités de production et de transformation créatrice d'emplois. L'objectif recherché est d'accompagner la création d'au moins 2 mille entreprises agricoles par an et d'organiser 50 mille femmes dans les opérations de transformation, de conditionnement et de commercialisation des produits agricoles. Un écosystème digital sera aussi développé pour permettre au secteur de

valoriser le plein potentiel du numérique. A cela s'ajoutent, la valorisation du coton togolais par la mise en place d'industries textiles de pointe avec une labellisation du made in Togo et la création d'emplois productifs.

Accès des acteurs au financement et à la protection sociale

Cette mesure va toucher 1 million d'acteurs. Il s'agira de faciliter aux acteurs du monde agricole l'accès aux crédits à un faible taux mais aussi l'accès à un système innovant assurantiel de prévoyance sociale. A l'instar des prestations

année verra la création d'un abattoir dans une région. Pour la présente analyse, la population agricole active potentielle est celle dont l'âge est compris entre 15 et 69 ans révolus. Elle frôle les 1 564 900 actifs agricoles. Son influence sur la croissance de la production est déterminante dans un contexte où le capital mécanique fait un peu défaut. Toutefois, une union du peu d'investissements et du travail attendu de cette population active ainsi qu'une progression de la science et de la productivité, résultant du niveau d'instruction de cette main-d'œuvre agricole, permettront d'augmenter la production. Les progrès de productivité se manifestent quand même, aussi infime soient-ils.

La production agricole obtenue par les personnes âgées de plus de 70 ans, pratiquant les activités agropastorales, est considérée comme marginale. Il faut reconnaître que l'exploitant agricole togolais reste actif aussi longtemps que sa force physique le lui permet. Il faut également reconnaître que le chômage frictionnel est presque inexistant en milieu rural contrairement au milieu urbain, dans la mesure où la presque totalité des actifs ruraux trouve à s'occuper. Les caractéristiques de cette population active sont

La prédominance des femmes dans ces tranches d'âge est visible à l'exception, toutefois, de la tranche 15-19 ans dans laquelle la proportion des femmes actives agricoles est de 44% contre 56% pour les hommes à cause probablement de l'exode rural des filles à des fins professionnelles. Concernant les tranches 20-54 ans et 55-69 ans, les femmes représentent 53,1% et 51,7% respectivement.

Source : rapport du 4^{ème} recensement national de l'agriculture

« Nous devons nous nourrir nous-mêmes, vivre de nos activités », Faure Gnassingbé

« Nous devons nous nourrir nous-mêmes, vivre de nos activités agricoles, subvenir à nos propres besoins et ceux de nos familles pour mieux investir dans le développement économique du pays » a insisté le chef de l'État, lors du FoPat dans la région Maritime.

Bien que leurs économies soient en général dominées par l'agriculture, beaucoup de pays en développement à faible revenu sont depuis longtemps importateurs nets de produits alimentaires, et dans la plupart d'entre eux, la balance du commerce des produits vivriers tend à se détériorer depuis 20 ans. Ni la production, ni les ressources financières nécessaires pour payer

offertes par l'Inam aux fonctionnaires, 1 million d'actifs agricoles pourront être touchés d'ici à 2022 par un système innovant assurantiel de prévoyance sociale. Les producteurs agricoles vont aussi bénéficier de couverture assurancielle.

Agriculture biologique

Le Togo compte se positionner en matière de l'agriculture biologique et de qualité. Dans cette perspective, un laboratoire de standard international sera installé pour faciliter la certification des produits agricoles togolais. Le développement de la production animale et halieutique avec le soutien à la création des ranchs et la construction d'au moins un abattoir moderne par région d'ici 5 ans, est également par l'Etat.

En moyenne, chaque



Des céréales

presque identiques à celles de la population agricole. Cependant, il conviendrait de mettre en évidence quelques indicateurs intéressants.

les importations n'ont augmenté aussi vite que la demande de denrées alimentaires. La capacité de payer ces importations est



FoPat, échange entre Faure Gnassingbé et les acteurs agricoles

étroitement conditionnée par les recettes d'exportation, qui sont souvent insuffisantes. Le problème est particulièrement aigu dans les 31 pays étudiés, dont le Togo, qui ont le plus de mal à financer leurs importations vivrières sur les 88 pays classés par la Fao dans la catégorie des pays à faible revenu. La dépendance excessive de beaucoup de pays pauvres à l'égard des importations alimentaires occupe depuis toujours une place importante dans le débat sur le développement. Cette problématique n'est pas ignorée au Togo met en œuvre un projet d'Observatoire de la consommation des produits transformés localement. Une base de données va être créée pour renseigner sur la notion qualitative et quantitative, ainsi que sur les volumes de consommation des produits alimentaires fabriqués localement.

Pas de quoi inverser la tendance, mais la possibilité pour le gouvernement d'avoir une photographie précise de la situation pour réorienter, le cas échéant, les grands axes de sa politique agricole. Même si le pays est en mesure de nourrir sa population, les Togolais continuent de consommer des biens

d'importation.

Pour la transformation locale

Le Togo a en effet beaucoup à gagner dans la transformation de ses produits agricoles. Et le premier avantage à tirer est sans doute celui de réduction des coûts de production. La matière première étant disponible sur place, le

locale éviterait que certaines denrées périssables, comme les fruits, pourrissent devant les yeux des paysans impuissants. Ce sont là les investissements de toute une année qui partent ainsi en fumée, ce qui représente souvent des manques à gagner énormes pour les paysans. Leurs revenus s'en trouveraient accrus

la création d'entreprises et autres unités industrielles, offrirait de l'emploi aux jeunes. Ce qui participerait à la lutte contre le chômage, au développement de la localité, du pays ainsi que de la sous-région. Sur le plan sécuritaire, une transformation offrirait plus l'opportunité aux autorités sanitaires pour assurer leur rôle



Des acteurs agricoles lors du FoPat

transport dont les frais grèvent souvent les prix à la consommation, surtout s'agissant des produits manufacturés et importés pour la plupart, se voit du coup réduit. Ce qui agirait considérablement sur les prix des produits finis. La mise en valeur

et leur pouvoir d'achat relevé, et ils y trouveront la motivation nécessaire pour produire davantage. Au-delà des agriculteurs et de leurs familles qui vivraient mieux, la transformation locale des produits agricoles, qui passera forcément par

de garantes de la santé publique en contrôlant les normes d'hygiène et de qualité dont la négligence est souvent source de maladies. « Si le secteur de la transformation agroalimentaire est soutenu véritablement, le Togo peut aller de l'avant

en dépendant moins des produits importés, souvent bas de gamme », déclarait en novembre 2017 à l'occasion de la 4ème édition du festival et de la foire « Alimenterre », Tata Yawo Ametoenyenu, le président de l'Organisation d'appui à la démocratie et au développement local (Oadel), une ONG qui œuvre à la promotion des produits locaux transformés.

Feuille de route : évaluation et le suivi des projets prioritaires

L'agriculture n'est pas le seul secteur clé prioritaire. Réélu président au sortir de la présidentielle de février 2020, Faure Gnassingbé s'est doté d'un mandat social, tracé sur une Feuille de route. A mi-parcours de son 4e mandat, le chef de l'État togolais a échangé, le 24 janvier 2023 à Kara, avec les directeurs régionaux des services déconcentrés. Le président de la République togolaise, a effectué une rencontre d'échanges, de partages et d'écoute avec les directeurs régionaux des services déconcentrés des régions Centrale, de la Kara et des Savanes. Il s'est agi de l'évaluation et le suivi des projets prioritaires de la Feuille de route gouvernementale à l'horizon 2025.

Le président togolais a réaffirmé sa volonté de renforcer davantage les services déconcentrés pour une mise en œuvre accélérée et efficace des projets structurants de la feuille de route dans les secteurs à fort impact économique et social. Le leitmotiv pour Faure Gnassingbé reste l'efficacité et la délivrance de résultats qui ont un impact réel et sensible sur la vie des citoyens, en particulier les plus vulnérables, car la feuille de route 2020-2025 ambitionne "de faire du Togo, un pays en paix, une nation moderne avec une croissance économique inclusive et durable".

Attipoe Edem Kodjo

Votre réponse svp

Tu reçois 5 visiteurs au même moment et comme par hasard, tu n'as qu'une seule chaise. A qui donneras-tu la chaise ?

- 1) ton père
- 2) ton, ta fiancé(e)
- 3) ton professeur
- 4) ton pasteur
- 5) ta belle-mère



Blagues

Si l'Afrique est pauvre aujourd'hui c'est parce que nous prions en français ou en anglais et les anges envoient nos bénédictions en France ou en Angleterre

Excusez moi hein !!! J'ai une question: quand un aveugle rêve il voit aussi les images ou bien c'est en audio?

Lorsque ça dure trop et rien n'entre dedans, le trou de referme. Et lorsqu'on veut encore mettre ça fait mal. Vraiment les femmes souffrent aussi avec cette affaire de boucle d'oreille.

J'étais à la mairie aujourd'hui pour un mariage. Quand le maire a dit : s'il y'a une personne qui s'oppose à ce mariage qu'elle se manifeste ou se taise à jamais. Il y'a une femme enceinte qui s'est levée et a commencé à marcher dans l'allée avec un enfant de 3 ans. Le marié transpirait, la mariée s'est évanouie. Tous les coeurs battaient. Arrivée devant le maire, elle dit: quand on est derrière, on entend pas bien.... Colonel s'est mis à rire

Biographie de Paul AHYI

Paul Ahyi, né le 15 janvier 1930 et mort le 4 janvier 2010, est un sculpteur, architecte, peintre, architecte d'intérieur et auteur togolais.

À partir de 1946, il fait ses études secondaires à Dakar, où il travaille également dans un cabinet d'architecture. Il se rend en France et obtient son diplôme supérieur de l'École des Beaux-Arts de Paris. Artiste polyvalent, Paul Ahyi est surtout connu pour ses peintures murales et pour ses sculptures monumentales en pierre, marbre et ciment.



Il est artiste officiel de l'État togolais. Ses œuvres sont connues sur le continent africain et dans le monde entier. Paul Ahyi est l'auteur du drapeau togolais.

Il est connu pour ses œuvres d'art en plein air, ses reliefs et ses sculptures, dont ses contributions au monument de l'indépendance à Lomé, commémorant l'indépendance du Togo. On trouve d'autres sculptures et statues de lui sur des bâtiments et des parcs dans l'ensemble du Togo, ainsi qu'au Vatican, au Sénégal, au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Nigeria et en Corée du Sud. Il crée également ses pièces en utilisant un large éventail de médiums et matériaux, notamment des bijoux, des poteries, des céramiques et des tapisseries. Il est également designer d'intérieur et crée des objets ménagers et des œuvres d'art.

Il meurt dans la nuit du 3 au 4 janvier 2010 à son domicile de Lomé.

Quel est le poids de chaque animal?



Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigeria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat de Burkina Faso; Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

BIBLIOTHEQUES

BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10

CENTRE CULTUREL LOYOLA Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77

INSTITU FRANÇAIS DE LOME: Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65

LIBRAIRIE

GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43

LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66

LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août

LIBRAIRIE STAR: Quartier Bénéglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83

ESPACES CULTURELS

CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86

CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16

CENTRE CULTUREL: LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 22 42 12 07

MANNEQUINAT & HÔTESSE

ALLURE MODE AGENCE; Tel: 99 22 04 62

CHALLENGE AGENCE; Tel: 92 27 91 66

SALLE DE CINEMA

HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55

CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52

CINEMA GREENFIELD: Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca

www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)

Une agence événementielle, Organisation d'événement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54

Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB

RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHÉ: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion)

MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT: Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919

COURS DE CAPOEIRA: Salle GYM TONIC.

Tél: 90 79 79 90

COURS DE ZUMBA: HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»;

Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30

COURS DE ZUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME);

Tél: 90 30 38 75

CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine);

Tél: 90 15 39 87

SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra); Tél: 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)

Tél: 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpœ, 15 78; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51

EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)

FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage)

Tél: 22 21 24 96

TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV: Tél: 22 20 13 20

TOGO CELLULAIRE: Tél: 22 22 66 11

TOGO TELECOM: Tél: 22 21 47 14

SANTÉ GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA; Tél: 22 23 46 77

CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37

CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77

CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01

CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat Rue des filaos; Tél: 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona)

Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30

HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé); Tél: 22 61 30 63

LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél: 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»

Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures); Tél: 90 24 10 72

GYM CENTER (Qtier Nyékonakpœ, Avenue Joseph Strauss);

Tél: 90 04 76 60

GYM FIL «O» PARC (Agoè Nyivé); Tél: 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida); Tél: 22 71 49 70



Communiqué de Presse

Désactivation des lignes Fibre TOGOCOM utilisées à des fins commerciales illicites de WIFI-ZONE.

Lomé (Togo), le 31 janvier 2023 – TOGOCOM, le premier opérateur au Togo qui avance pour vous, tient à porter à la connaissance des clients Fibre TOGOCOM se livrant à l'exploitation des activités illicites de WIFI-Zone, la suspension de lignes Fibre pour non-respect des clauses contractuelles de fournitures de services à usage domestique.

Depuis trois (03) ans, les opérateurs du Groupe TOGOCOM constatent malheureusement l'utilisation des lignes Fibre de leur marque à des fins commerciales, en contradiction non seulement avec l'offre initialement souscrite, mais aussi avec les conditions particulières des offres d'accès à Internet Haut Débit et Très Haut débit en leur article 3 qui stipule que : « **les offres résidentielles d'accès Internet Haut Débit et Très Haut débit sont exclusivement réservées à un usage privé dans le cercle familial.** ».

L'Opérateur informe les abonnés aux lignes Fibre qui les utilisent à des fins commerciales de WIFI-ZONE, qu'une telle utilisation est non seulement contraire à la loi, mais viole également les termes du contrat d'abonnement au service Fibre. En conséquence, elle se voit dans l'obligation de désactiver la fourniture de service, conformément à **l'article 9.2** des conditions particulières des offres d'accès à Internet Haut Débit et Très Haut débit.

Consciente du rôle majeur que joue Internet dans l'inclusion numérique et la croissance économique, le Groupe TOGOCOM à travers ses filiales assure aujourd'hui, la couverture fibre dans les cinq régions du TOGO et continue d'avancer, afin de hisser le TOGO parmi les pays de référence en matière de digitalisation et de qualité de service, selon les objectifs assignés par l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP).

Pour Tarik Boudiaf, Directeur Général par intérim : « Cette opération de désactivation des lignes Fibre TOGOCOM à usage commercial de WIFI-ZONE, vise à respecter les dispositions légales et sécuritaires en vigueur. Les opérateurs du Groupe TOGOCOM continuent d'investir dans le déploiement, le développement et la qualité du service numérique au Togo, sous l'impulsion du Ministère de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale, afin de faire du Togo, un véritable hub numérique et logistique de la sous-région ouest africaine »



Précurseur de la technologie 5G au Togo et dans la sous-région, TOGOCOM est le leader du marché togolais des télécommunications. Fruit du regroupement de TOGO TELECOM et de TOGOCEL, TOGOCOM, filiale du groupe Axian a pour ambition de devenir le champion de la qualité de service aux meilleurs standards internationaux. Son histoire est celle d'un opérateur qui a grandi main dans la main avec l'ensemble des togolais. De la fourniture des premiers services de communication, à la fibre, en passant par les transactions financières via le mobile, le but a toujours été d'accompagner tout un chacun dans un univers technologique qui évolue sans cesse.

Togo/Mercato

Sewonou Koidjo Eli chez les précepteurs d'impôts

L'Association sportive de l'Office togolais des recettes (AS OTR) s'est renforcée offensivement avec l'international togolais Sewonou Koidjo Eli. L'attaquant de 26 ans est arrivé lors de la trêve de la D1 Lonato pour terminer la saison 2022-2023.

Après son passage en début de saison à l'Union sportive de Bougouni (USB) du Mali, écourté à l'amiable, Sewonou Koidjo fait son retour dans le championnat togolais de première division. L'heureux élu est l'AS OTR qui réussit par s'offrir un

attaquant tant convoité par nombre de clubs de la sous-région depuis son retour au pays.

Après 17 journées disputées, l'AS OTR de Lomé est 8e avec 23 points. Le challenge pour le nouvel entraîneur



Sewonou Koidjo Eli

Ametokodo Messan King, est d'atteindre le haut de tableau. Pour réussir cette mission, le technicien a désormais Sewonou Koidjo Eli avec qui il a remporté

le championnat 2020-2021 avec l'ASKO de Kara.

Avec trois titres de champion du Togo (1 avec TogoPort, 2 avec ASKO), deux titres de champion du Niger (avec

AS Sonidep), l'expérience internationale (Sélections nationales) et continentale (Ligue des champions de la CAF), de Sewonou Koidjo Eli, constitue une plus-value pour les précepteurs d'impôts pour les 13 matchs de championnat restants.

Avec l'arrivée d'autres joueurs notamment l'international togolais James Olufade, Nazife Ouro-Nimini, Luc Cakpo, l'AS OTR est sans doute le club qui s'est renforcé le mieux avant la suite de la D1 Lonato qui a repris le samedi 25 février 2023 avec la 18e journée. L'AS OTR a battu (3-1) à domicile, Sara sport FC de Bafilo au stade municipal de Lomé.

Attipoe Edem Kodjo

Togo/D1 Lonato

L'AS OTR convainc, Sara FC inquiète

Le championnat togolais de la première division de football a repris ses droits le weekend dernier après un mois de trêve avec la fenêtre ouverte sur le mercato. L'AS OTR a réussi la reprise de la D1 Lonato 2022/23 avec un succès (3-1) sur Sara FC, lors de la 18e journée disputée samedi 25 février 2022 au stade municipal de Lomé. Un résultat qui est un bis repetita de la rencontre aller entre les deux formations.

Battus (3-1) à l'aller, les hommes de Bafilo ont été défaits au retour samedi dernier sur le même score par les précepteurs d'impôts de Lomé, amenés par le coach Ametokodo Messan King. Après un but de Klu Komi Amen (33') contre son camp, ce qui donne l'avantage à l'OTR, Nazife Ouro-Nimini corse l'addition (76'). Avec le plein de confiance, l'AS OTR enfonce le clou avec

son club. Le fils du coach de l'OTR obtient un pénalty transformé par Zourkaneni Tchagandi (90') permettant à Sara FC de réduire le score.

Dans l'ensemble, l'AS OTR a maîtrisé son élément avec un relâchement dans les 15 dernières minutes. L'AS OTR revient d'une trêve avec le meilleur recrutement : James Olufade, Sewonou Koidjo Eli, Nazife Ouro-

jamais lanterne rouge.

Ametokodo Messan concentré sur l'objectif de la phase retour

Lors de la 18e journée de la D1 Lonato samedi 25 février 2023, l'AS OTR s'est débarrassée (3-1) de Sara FC. Malgré la victoire, le coach Ametokodo Messan King est resté sur sa soif.

il faut la cohésion. C'est deux semaines et petit à petit les joueurs vont se connaître », a répondu Ametokodo Messan.

Huitième au classement avec désormais 26 points, à 15 marges du leader ASKO, l'AS OTR a un but précis. « L'objectif c'est de gagner les matchs. Le rang ne nous

qu'elle se trompe, alors que la relégation est imminente.

« Je pense que vous vous trompez », a-t-il dit.

« L'AS OTR n'était pas au-dessus de Sara Sport, sauf qu'il y a eu quelques erreurs défensives qui nous ont coûté ces deux derniers buts sinon l'adversaire (ndlr, AS OTR) n'était pas plus coriace



Ametokodo Messan, entraîneur de l'AS OTR

un troisième but de Kouma Komla Ametefe (79'). L'entrée en jeu d'Ametokodo Prince pour Sara FC change en mieux le visage offensif de

Nimini, Luc Cakpo, Douhadji Yaovi Josep, Robert Gavor. Avec cette nouvelle défaite, Sara FC dernier du championnat, est plus que



Ouro-Agoro Arafat, coach de Sara FC

Porté à la tête de l'AS OTR vers la fin de la phase aller en remplacement de Samuel Galé, Ametokodo Messan King a gagné les trois premiers points de la reprise. Cette victoire « est une satisfaction mais pas totale parce qu'on pouvait marquer 7 ou 8 buts, même les buts vides. C'est le problème de finition. J'espère que dans l'avenir on va corriger », a-t-il confié à l'issue de la rencontre.

Le club des impôts s'est renforcé avec l'arrivée de six joueurs, pas des moindres. Les nouvelles recrues ont la baguette magique ? « On a des nouveaux joueurs mais

importe pas », a expliqué l'entraîneur des précepteurs d'impôts.

Sérénité d'Ouro-Agoro Arafat face au danger

C'est un nouveau cauchemar pour la lanterne rouge, Sara FC, qui subit une nouvelle défaite en déplacement à Lomé chez l'AS OTR, lors de la 18e journée de la D1 Lonato. L'entraîneur du club de Bafilo Ouro-Agoro Arafat minimise cette nouvelle défaite. Bon dernier avec 11 points, Sara Sport FC poursuit le championnat national avec une défaite. Si l'opinion estime que cette défaite n'augure rien de bon, Ouro-Agoro Arafat affirme

que Sara sport », a déclaré Ouro-Agoro Arafat au sortir du match. Effet de Karma, les hommes de Bafilo ont perdu à l'aller sur le même score. Mais il n'est pas question d'y penser. « Je pense qu'il est très important de faire table rase du passé. On ne va jamais se référer à cela. On se projette sur l'avenir », a dit l'entraîneur de Sara FC. Pour le compte de la 19e journée, Sara FC reçoit Espoir FC de Zio. « On va instaurer la cohésion et corriger les erreurs défensives, pour prendre très fort notre adversaire à domicile », rassure Ouro-Agoro Arafat.

Attipoe Edem Kodjo

Mémoire des victimes du génocide juif Une conférence sur l'intolérance, la haine et la violence a marqué la célébration au Togo

Dans le cadre de la commémoration de la journée du 27 janvier dédiée à la mémoire des victimes du génocide juif, le Centre d'information des Nations unies (Cinu-Togo) a organisé une conférence à l'Université de Lomé. Les échanges ont porté sur la thématique : "tirons les leçons du passé pour prévenir l'intolérance, la haine et la violence".

En effet, en novembre 2005, les Nations unies ont décrété la journée du 27 janvier pour la mémoire des victimes du génocide juif appelé holocauste. Cette année la journée

a été commémorée autour du thème : "Foyer et appartenance". La célébration qui s'est déroulée en différé au Togo la semaine dernière, a été l'occasion de revenir



Les panélistes

sur des thématiques en lien avec la prévention de l'intolérance, de la haine et de la violence développées par d'éminents professeurs.

Les communications ont porté sur deux sous-thèmes. Le premier intitulé « Mémoire de l'holocauste/ Leçons pour un pays engagé dans un processus de justice transitionnelle » a été développé par Prof.

Mawussé Akué Adotevi et le second, « la déformation des faits historiques et d'actualité : risques et conséquences », par Prof. Bakayota Koffi Kpaye.

« Nous devons tous nous engager à cultiver la tolérance et à inculquer aux générations futures l'acceptation de la différence car au-delà de toutes nos différences quelles

qu'elles soient, nous avons en partage la merveilleuse chose qu'est l'humanité !... La commémoration de l'Holocauste est l'occasion de prendre acte des menaces qui pèsent sur la liberté, la dignité et l'humanité, encore à notre époque », a rappelé la responsable du CINU-Togo, Nadietou Daouda Zibilila.

Un film intitulé, "Vers le génocide nazi" a été également projeté pour rafraîchir la mémoire des participants sur les circonstances qui ont concouru au génocide des juifs. Ainsi, les participants ont été sensibilisés sur les actions à éviter pour préserver la paix et le vivre ensemble.

Un an de guerre contre l'Ukraine

Agir ensemble pour faire prévaloir le droit international

Le 24 février 2022 restera à jamais dans les mémoires comme le jour où la Russie a commencé son invasion brutale, non provoquée et illégale de l'Ukraine. Il s'agissait et il s'agit toujours d'une agression pure et simple et d'une violation flagrante de la Charte des Nations unies. Cette guerre n'est ni "une question européenne", ni une affaire de "l'Occident contre les autres". Il s'agit de déterminer le genre de monde dans lequel nous voulons vivre : personne n'est en sécurité dans un monde où le recours illégal à la force - exercé par une puissance nucléaire et un membre permanent du Conseil de sécurité - serait en quelque sorte "normalisé". C'est la raison pour laquelle le droit international doit s'appliquer partout afin de protéger chacun des politiques de puissance, du chantage et des attaques militaires.

Un an après, le risque existe que les gens deviennent insensibles aux images de crimes de guerre et d'atrocités - parce qu'elles sont si nombreuses ; que les mots que nous utilisons commencent à perdre leur signification - parce que nous devons les répéter si souvent ; que nous nous fatiguons et que notre détermination s'affaiblit - parce que le temps passe et que la tâche à accomplir est difficile.

Nous ne pouvons pas laisser faire cela. Car chaque jour, la Russie continue de violer la charte des Nations unies, créant un précédent dangereux pour le monde entier avec sa politique impérialiste. Chaque jour, la Russie continue de tuer des femmes, des hommes et des enfants ukrainiens innocents, en faisant pleuvoir ses missiles sur des villes et des infrastructures civiles. Chaque jour, la Russie continue de répandre des mensonges et des affabulations.

Pour l'Union européenne et nos partenaires, il n'y a pas d'autre choix que de maintenir le cap de notre "triple stratégie" : soutenir l'Ukraine, faire pression sur la Russie pour qu'elle mette fin à son agression illégale et aider le reste du monde à faire face aux conséquences de cette guerre.

C'est ce que nous faisons depuis un an maintenant - et avec succès. Nous avons adopté des sanctions sans précédent, réduit massivement notre dépendance à l'égard des combustibles fossiles russes et, en étroite collaboration avec des partenaires clés, fait baisser de 50 % les revenus que le Kremlin obtient de ses ventes d'énergie pour financer son agression. En travaillant ensemble, nous avons également atténué les répercussions mondiales en limitant les prix des denrées alimentaires et de l'énergie, notamment grâce aux

« voies de solidarité » que nous avons mises en place et à l'initiative en faveur des céréales de la mer Noire ».

Il ne suffit pas de dire que nous voulons que l'Ukraine soit en mesure de se défendre, il faut aussi lui donner les moyens de le faire. Ainsi, pour la toute première fois, l'UE a fourni des armes à un pays attaqué. L'UE est aujourd'hui le premier pourvoyeur de formation militaire pour le personnel ukrainien afin qu'il puisse défendre son pays. Nous offrons également une aide macrofinancière et humanitaire importante pour soutenir le peuple ukrainien. Et nous avons décidé de répondre positivement à la demande d'adhésion de l'Ukraine à l'UE. Enfin, nous nous efforçons de faire en sorte que les responsables des crimes de guerre commis par la Russie rendent des comptes.

L'Ukraine a démontré une résilience remarquable, notamment grâce à ce soutien. Quant à la Russie, elle s'est isolée davantage, du fait des sanctions mondiales et de la condamnation de son action par l'écrasante majorité des États membres de l'Assemblée générale des Nations unies. Notre objectif collectif est et reste que l'Ukraine démocratique l'emporte, en repoussant l'invasisseur,

en rétablissant sa pleine souveraineté et, partant, en rétablissant la légalité internationale.

Ce que nous voulons par-dessus tout c'est la paix en Ukraine, une paix globale et durable conforme à la Charte des Nations unies et au droit international. Soutenir l'Ukraine et œuvrer pour la paix vont de pair.

Dans tout cela, l'UE ne demande à personne de "choisir son camp". Nous demandons simplement à nos partenaires de se ranger du côté de la Charte des Nations unies et du droit international, comme nous l'avons décidé conjointement lors du dernier sommet UE-Afrique. Le soutien de nombreux pays africains, aux Nations unies et ailleurs, aux principes d'intégrité territoriale, de souveraineté et de droit international est crucial.

Tout comme l'Ukraine, nos partenaires africains sont bien sûr libres de faire leurs propres choix et ont le droit souverain de déterminer leur propre avenir. Nous rejetons toute logique d'appartenance des pays à une quelconque "sphère d'influence". L'agression de la Russie est au contraire un exemple typique d'état d'esprit impérialiste.

Ce sont les actions de la Russie qui sont responsables de l'onde de choc économique en termes de prix des denrées alimentaires, de l'énergie

et des engrais. Nous avons toujours exempté l'énergie, les denrées alimentaires et les engrais russes des sanctions de l'UE et nous surveillons les éventuels effets non intentionnels de nos sanctions. L'UE continue à travailler dur pour répondre aux besoins de sécurité alimentaire et nous avons augmenté notre soutien financier à hauteur de 1,6 milliard d'euros pour les pays les plus touchés de l'Afrique subsaharienne. Plus largement, l'invasion russe a souligné la nécessité pour l'Europe et l'Afrique d'éviter les dépendances excessives. Et elle a renforcé notre souhait de tirer parti de notre partenariat pour construire des économies plus résilientes et inclusives, protéger nos démocraties et renforcer la cohésion sociale.

L'histoire et la justice sont du côté de l'Ukraine. Mais pour accélérer l'histoire et réaliser la justice, nous devons amplifier notre "triple stratégie". Nous savons qu'il s'agit d'une tâche collective. C'est pourquoi l'UE compte sur tous ses partenaires pour agir ensemble dans un esprit de responsabilité et de solidarité, afin que l'agression échoue et que le droit international prévale.

Par Josep Borrell, haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

CÉLÉBRONS LES 8 ANS DE CORIS BANK INTERNATIONAL TOGO



oxy conseil



La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

